

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



La France à l'écart ? France: a case apart ¿La Francia al margen?

Sylvie Mantrant

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034564ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034564ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mantrant, S. (1984). La France à l'écart ? *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 91–96.
<https://doi.org/10.7202/1034564ar>

Résumé de l'article

Il existe en France un nouveau mouvement de paix indépendant (le CODENE) qui évolue à côté d'un mouvement plus traditionnel et proche de la mouvance communiste. L'auteur identifie et analyse brièvement les facteurs qui occasionnent le retard dans la construction du mouvement indépendant, soit : le consensus des Français concernant « leur » force de frappe, le rôle joué par le Parti communiste français dans le mouvement de la paix, l'attitude de l'Église catholique favorable à la dissuasion nucléaire, et la timidité des syndicats à s'engager dans la lutte pour le désarmement. De concert avec les autres groupes indépendants européens, le CODENE continue toutefois à promouvoir la réflexion sur le non-alignement et s'apprête à lancer une enquête-référendum nationale auprès des Français, concernant la modernisation de l'armement en France.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La France à l'écart ?

S. Mantrant

Le CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe) est né de la volonté d'un certain nombre de personnes et d'associations de créer en France une coalition regroupant différents courants — mouvements de paix, écologistes, féministes, chrétiens, tiers-mondistes... — capables de travailler sur la base d'un consensus minimum concernant les questions du désarmement nucléaire et de la lutte pour la paix.

Un peu d'histoire

Jusqu'à la création du CODENE, deux courants principaux, mais isolés dans l'opinion publique (voir plus loin), se consacraient en France à la lutte pour la paix.

— Le premier, animé par le « Mouvement de la paix », proche de la mouvance communiste, s'est

formé dès 1948. Il a notamment pris une part active à la création du « Conseil mondial de la paix » et au lancement de l'appel de Stockholm.

— Le second, animé par le MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté), dont la naissance remonte à 1963, s'est formé en réaction au développement par la France d'une force de frappe nucléaire, soi-disant indépendante.

À cette époque, les partis de gauche (Parti socialiste, Parti communiste et Parti socialiste unifié principalement) s'opposaient à l'armement nucléaire français et rien n'empêchait ces deux courants de collaborer. Ils l'ont fait bien souvent avec succès, notamment autour de la guerre du Viêt-nam.

Mais la signature du « Programme commun de la gauche » en 1972 et l'espoir de voir cette coa-

lition arriver au pouvoir en France a démobilisé les militants pour la paix au profit d'un travail dans les structures des partis politiques. En outre, dès les années 1977-78, le PC et le PS modifiaient leurs positions sur la force de frappe française et se prononçaient en sa faveur (pour des motifs différents) au grand désespoir de nombreux militants, communistes ou non. Les deux mouvements de paix étaient exsangues mais ils pouvaient s'attendre à un retour de militants déçus par les nouvelles positions adoptées par les grands partis de gauche. Ils durent déchanter car la perspective des élections législatives de 1978, où l'on pensait que la gauche avait des chances d'être majoritaire, drainèrent les énergies militantes. En vain d'ailleurs. Election, quand tu nous tiens !

Plusieurs événements allaient

réveiller les consciences « pacifistes » sans provoquer toutefois une unification des deux courants cités plus haut, le Mouvement pour la paix s'engageant résolument dans un silence gêné (du fait de la position du PC) vis-à-vis l'armement nucléaire français.

Le premier événement fut la double décision de l'OTAN de décembre 1979 et les premières manifestations européennes d'opposition qui suivirent. Ensuite, dès avril 1980, interpellés par le lancement de l'appel pour « Une Europe sans arme nucléaire » de la Fondation Bertrand Russell pour la paix, certains mouvements, dont le SCI (Service civil international), le MAN (Mouvement pour une alternative non violente) et le MDPL se rejoignaient et tentaient de renouveler la lutte pour la paix en France, en parallèle aux autres mouvements qui se développaient en Europe. Des « Assises de résistance à la militarisation » se tenaient en janvier 1981 et d'autres associations venaient se joindre à ce premier noyau. Ces différents courants prenaient alors l'habitude de travailler ensemble dans la perspective de la création d'une large coalition mais les élections présidentielles de 1981 retardèrent grandement l'avancement des travaux.

Ce passage à vide (l'avènement pour certains de l'« état de grâce » en raison de l'élection de François Mitterand à la présidence de la

République) dura peu pour les militants français de la paix et fut suivi des Rencontres internationales du Larzac, en août 1981, où l'on reprit contact dans la perspective de la rentrée qui s'annonçait riche en événements. Les Allemands de l'Ouest venaient de lancer l'Appel de Bonn, signé par 800 organisations en vue de la manifestation du 10 octobre dans cette ville, manifestation qui regroupa 300 000 personnes. Ce phénomène sans précédent encouragea les militants français à créer, sans plus tarder, le « nouveau mouvement de paix indépendant » qu'ils appelaient de leurs vœux depuis de nombreux mois. Le CODENE était créé en novembre 1981, riche de la variété et des expériences de ses diverses composantes.

Dès cette époque, le CODENE affirmait sa filiation avec les mouvements de paix indépendants d'Europe de l'Ouest, son soutien aux groupes de paix et mouvements sociaux d'Europe de l'Est, son non-alignement par rapport aux blocs et aux partis politiques, son but à long terme : une Europe non-alignée et sans arme nucléaire. Dans cet esprit, il marquait sa volonté de porter le débat sur la responsabilité de la France dans la course aux armements nucléaires.

La méthode de travail était simple : le consensus parmi les organisations du cartel et la recherche d'objectifs précis, atteignables par étapes, notamment l'opposition aux *Pershing II* et missiles de croisière américains ainsi qu'aux SS-20 soviétiques, à la modernisation de la force de frappe française pour arriver à terme à son démantèlement (ce mot d'ordre fut adopté en raison du vote du Parlement français — qui allait se dérouler en hiver 1983 — sur la loi de programmation militaire modernisant les forces armées françaises, notamment nucléaires).

En diffusant un appel en novembre 1981 et en lançant officiellement

le mouvement le 1^{er} février 1982, en présence de nombreux représentants des mouvements de paix européens, le CODENE trouvait un écho favorable au sein de certaines couches de l'opinion publique — parfois qualifiées de marginales (version pessimiste) ou d'alternatives (version optimiste) — mais aussi auprès des chercheurs, d'intellectuels et d'organisations à forte capacité militante, tel le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne). Bien sûr, l'actualité européenne favorisait cet intérêt et le CODENE n'a eu de cesse de s'élargir encore à d'autres secteurs, depuis cette époque.



Difficultés « hexagonales »

Pourtant, en France, la situation était — est toujours, et plus que jamais — peu favorable à l'éclosion d'un tel mouvement et ceci pour des motifs « bien français », qu'il est nécessaire d'examiner afin de mieux comprendre les retards enregistrés dans la construction d'un mouvement de paix indépendant dans notre pays.

Confiance mal placée

Les Français ont confiance en « leur » force de frappe qui garantit l'indépendance nationale et la « grandeur » du pays. Ils ont confiance en un concept mais ne s'attardent pas sur le contenu. Ainsi, la modernisation de l'arsenal nucléaire français ne leur pose pas question et rien n'est d'ailleurs fait

pour que le débat soit porté sur la place publique. Ceci est affaire d'experts militaires et autres qui justifient le glissement progressif vers l'adoption d'un armement plus offensif technologiquement et stratégiquement parlant par des arguments inadaptés — l'obsolescence — ou éculés — la dissuasion du faible au fort — datant pour certains de l'époque gaulliste. Ces arguments n'ont rien à voir avec la nouvelle nature de cet armement et les alliances politico-militaires nouvelles que son adoption implique. Personne ou presque ne relève la supercherie. Or, rappelons que la loi de programmation militaire pour 1984-88 prévoit notamment :

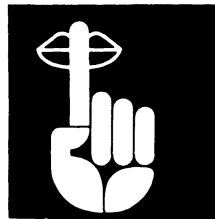
- la multiplication par 6 des ogives stratégiques (pouvant atteindre l'URSS) basées sur sous-marin (il en existe 80 à l'heure actuelle) auxquelles il faut ajouter les 18 missiles du Plateau d'Albion ;
- la construction d'un 7^e sous-marin nucléaire ;
- la modernisation des armements nucléaires tactiques. Les anciens missiles — Pluton — pouvaient seulement atteindre la RFA, les nouveaux — Hadès — atteindront l'Allemagne de l'Est. Ceci n'a évidemment de sens que s'ils sont intégrés au dispositif et à la stratégie atlantique lors d'éventuelles batailles de l'avant ;
- la création d'une force d'action rapide (FAR), conventionnelle, de 47 000 hommes, destinée non seulement à intervenir dans le Tiers-Monde mais aussi en Europe (on suppose de l'Est) à une distance de 600 km au-delà des frontières nationales avec l'accord et la collaboration de l'État major de l'OTAN.

Il ne s'agit donc pas d'obsolescence. Par contre, l'adoption de cette loi de programmation militaire signifie :

– escalade dans la nature offensive de l'armement français (accroissement numérique et multiplication des objectifs) ;

– rapprochement de l'OTAN et de sa stratégie.

Une autre hypothèse peut être aussi avancée : la France peut souhaiter assurer une certaine « hégémonie » en matière de défense de l'Europe de l'Ouest. Giscard d'Estaing parlait de sanctuarisation élargie ; la version socialiste de ce concept pourrait être l'acceptation d'un champ de bataille européen sous contrôle français. En tout état de cause, cette modernisation ne s'accommode plus de la stratégie de la dissuasion du faible au fort. Mais encore faudrait-il que le gouvernement français énonce clairement ses objectifs et sa stratégie.



Consensus au sein des partis politiques et silence des mouvements de paix

Deux autres éléments, déjà évoqués plus haut, renforcent l'attentisme et la méfiance des Français à l'égard des « pacifistes ».

D'une part, la vie politique française est dominée par quatre grands partis qui monopolisent l'essentiel du débat politique. Ceux de droite — RPR et UDF — sont depuis toujours favorables à l'arme nucléaire et le ralliement du PS et du PC à la force de frappe a considérablement marginalisé les opposants à la dissuasion nucléaire.

D'autre part, l'existence du Mouvement de la paix et depuis la création de l'Appel des 100 rendent suspecte toute mobilisation pour la paix aux yeux de l'opinion publique, suspicion « tous azimuts » renfor-

cée par des campagnes de presse virulentes contre les manifestations pour la paix en Europe.

Il est vrai que les participants aux manifestations de ces deux mouvements dépassent rarement la mouvance communiste élargie et les revendications s'en ressentent. Pour l'anecdote, les intellectuels qui se flattent de rassembler l'Appel des 100 n'ont rien trouvé d'autre comme slogan pour ce mouvement que le fameux « j'aime la paix, j'aime la vie » — le lecteur remarquera à cet égard la profondeur de la réflexion de certains intellectuels français... Mais sur le terrain de l'intellectualisme, la gauche n'a rien à envier à la droite...

Par ailleurs, le Mouvement de la paix, s'il a repris à son compte le slogan de « gel nucléaire » dans la foulée des propositions d'Andropov, ne lui a donné aucun contenu précis, en particulier en ce qui concerne la France. Enfin, ces deux mouvements se sont mobilisés autour d'une improbable réussite des négociations de Genève sur les armes nucléaires intermédiaires, mobilisation qui n'a eu pour conséquence que de favoriser à nouveau l'attentisme et d'escamoter la tenue d'un réel débat parmi les militants et les sympathisants.

Il était donc particulièrement hasardeux pour le CODENE de s'allier avec le Mouvement de la paix et/ou l'Appel des 100 malgré de nombreux appels du pied venant parfois directement du Parti communiste. Un mouvement de masse sur les questions de la paix et du désarmement ne peut être, à notre sens, que totalement indépendant et facteur de pression réelle sur les décisions gouvernementales.

Et les Églises

S'il n'y avait donc que peu de choses à attendre du gouvernement, des partis politiques et des pseudo-mouvements de paix, on pouvait par contre imaginer que d'autres institutions, en particulier

les Églises, feraient preuve d'une attitude bienveillante à l'égard des mobilisations pacifistes. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays européens, la hiérarchie catholique, non seulement n'a pas participé aux débats suscités par la relance de la course aux armements en Europe, mais encore, quand il s'est agi de prendre position, a affirmé sa confiance en la dissuasion nucléaire, en particulier française. Rappelons que la religion catholique est majoritaire en France.

Quant à l'Église protestante, elle s'est prononcée en faveur du gel nucléaire — ce qui était mieux que rien — mais en est restée là. Face à cette divergence entre les deux courants religieux les plus importants, certains commentateurs ont cru bon d'évoquer les guerres de religion. Cependant, les tensions suscitées par cette opposition se sont rapidement calmées et au sein des milieux chrétiens, aucun débat national n'a jusqu'à présent eu lieu en France sur ces questions, même si la « base » n'en pense pas moins...

Et les syndicats ?

Pour rester dans le domaine des éventuelles alliances que pourrait souhaiter construire un mouvement de paix indépendant en France, il est aussi nécessaire d'aborder la question des syndicats. Les deux grands syndicats de gauche sont

CGT (Confédération générale du travail) — alliée au Parti communiste — et la CFDT (Confédération française démocratique du travail) — syndicat d'origine chrétienne, partisan de l'autogestion. Ce dernier s'est traditionnellement toujours prononcé contre l'armement nucléaire et a été en France l'une des principales forces soutenant le syndicat polonais *Solidarnosc*.

L'affaire des euromissiles a évidemment ébranlé la CFDT d'autant que de grands syndicats européens, comme le DGB allemand, s'engageaient petit à petit aux côtés des mouvements de paix. Un rapprochement CFDT/CODENE s'est alors effectué lors du rassemblement organisé au Larzac à l'été 83 et ensuite une négociation s'est entamée en vue de l'organisation d'une initiative commune. Celle-ci s'est déroulée le 23 octobre 1983 à Paris au moment des grandes manifestations européennes.

Le principe de cette manifestation commune était le suivant : chaque organisation développait ses thèmes spécifiques tout en s'accordant sur quelques points dont les plus essentiels étaient : la paix est indivisible et la lutte pour le retrait des SS-20 et la non-installation des *Pershing II* et des missiles de croisière.

L'annonce de cet accord ponctuel lors d'une conférence de presse commune fit l'effet d'une bombe : la CFDT rejoignait le camp des « pacifistes » (sous-entendu manipulés par Moscou) et aussi bien dans la centrale syndicale qu'au CODENE, de nombreuses réactions, dont nous ne citerons que les aspects négatifs, se succédaient. Pour les uns (en particulier les apparentés PS et/ou la hiérarchie de ce parti), cet accord était le signe d'une alliance prosoviétique allant à l'encontre de la politique mitterrandienne de soutien à l'implantation des *Pershing*. Crime de lèse-Mitterrand... Pour les autres (on a

les extrémistes que l'on peut ou que l'on mérite), il s'agissait d'une alliance avec d'affreux sociaux-démocrates (les pires !) qui allaient s'empresse de noyauter, de manipuler le CODENE et de l'entraîner dans la mouvance du PS.

Malgré des attaques venant donc de part et d'autre — mais c'est la rançon du pluralisme — la manifestation du 23 octobre fut un succès politique, une avancée dans la recherche de l'élargissement et dans l'apprentissage de la gestion en commun des particularismes.

Malheureusement, on en resta là. La CFDT, effrayée par son audace, coïncée entre sa base et les socialistes, souhaitait « réfléchir » et retrouver sa spécificité : un nouveau passage à vide dans les relations était enregistré, l'offensive socialiste triomphait de même que le refus du débat.

À l'heure actuelle, un timide tournant semble à nouveau s'effectuer. Les illusions tombent, l'état de grâce est oublié depuis longtemps. Un débat se déroule au sein de la CFDT sur les problèmes de défense et nous espérons en récolter les fruits dans les mois (ou les années) qui viennent.

Les quelques « obstacles » cités ci-dessus ont donc grandement contribué, à notre avis, à entraver la croissance en France d'un mouvement de paix indépendant, même si le CODENE survit et se développe depuis trois ans.

Nous sommes persuadés que la lutte pour le désarmement en France ne peut s'appuyer uniquement sur le refus de fusées étrangères. Mais la lutte pour que la France mène elle-même une politique incluant ses propres armes, se heurte au fait que la France fait figure d'indépendante au sein de l'Alliance atlantique, et qu'aux yeux de certains, c'est la force nucléaire qui tempère son alignement sur les positions de l'Alliance.



Quelques remarques sur la stratégie du CODENE

Pour résumer

La France est investie à part entière, militairement et politiquement, dans le système de domination nucléaire de la planète. Dans l'état actuel des choses, elle n'est pas l'embryon d'un « 3^e bloc ». Sa participation présente à la course aux armements, par le développement de son armement comme par son soutien à l'implantation des euromissiles américains, est intimement liée à son intégration à un bloc. Le « gel » que nous réclamons pour la force de frappe est donc une partie d'un tout. Mais plus profondément, si nous nous interrogeons sur les capacités et la nature de l'indépendance de la France et sur la place et la mise en cause de la dissuasion nucléaire — indépendamment des alliances actuelles — cela nous impose de réfléchir aux formes politiques et militaires des alternatives de défense possibles.

Notre bataille contre le système des blocs est un combat pour une autre Europe et en cela, nous rejoignons largement les questions posées par les mouvements de paix européens. Pour notre part, compte tenu des difficultés évoquées plus haut et de la place géopolitique de notre pays, nous sommes sans doute interpellés plus rapidement et plus globalement que d'autres par toutes les données fondamen-

tales qui sous-tendent notre action et notre faiblesse ne nous permet souvent de répondre que par des esquisses.

Mais nous savons déjà que la lutte contre la course aux armements nucléaires en Europe conduit à mettre en cause la logique des blocs, donc à promouvoir le désengagement vis-à-vis de cette logique. Celle-ci ne doit pas être interprétée comme une caution aux velléités de « 3^e bloc » européen, mais à la lutte pour le non-alignement actif, pour d'autres rapports avec le Tiers-Monde pour dépasser ou détruire les systèmes d'alliances ou de domination actuels (d'où la logique de tisser des relations à l'Est ou au Sud).

Nous sommes un groupe de pression dans le cadre d'une conjoncture bien particulière. Parce qu'en réalité, ce sont les Américains qui ont l'initiative des formes de la course aux armements, les Russes ripostent par la quantité, et les nouveaux mouvements de paix européens se retrouvent conjonctuellement des alliés objectifs de l'URSS, à laquelle ils apportent un « bol d'air ». Mais, parce que, par nature, ces mouvements non-alignés soulèvent la question des blocs et ne se limitent pas à vouloir « renforcer la détente par en haut », en préconisant la « détente par le bas » (avec tout ce que cela signifie comme contacts, discussions et soutiens aux groupes indépendants de l'Est), ils constituent à moyen terme un danger pour le bloc soviétique (et ce moyen terme est déjà l'actualité).

Il en serait ainsi même si les mouvements indépendants de l'Est n'existaient pas encore, mais ils existent déjà et le fait de les soutenir n'est pas pour les mouvements à l'Ouest, une « enjolivure » mais une tâche fondamentale. Cette tâche est la création d'une dynamique commune, de part et d'autre du rideau de fer, dont le projet essentiel est la définition de nos

intérêts et la concrétisation de ces intérêts pour l'Europe.

Un objectif : gel et retrait

Il est grand temps qu'un débat national sur les décisions françaises en matière de défense voit le jour dans notre pays. Un tel débat doit tenir compte des éléments existants ou en prévision (force nucléaire de « dissuasion »/modernisation en modifiant la nature), des rapports de force politiques nationaux et européens, des moyens politiques et techniques permettant la mise en oeuvre d'une politique de désarmement et des propositions alternatives à la défense nucléaire actuelle et les stratégies qui gravitent autour (une défense défensive). Avouons que sur ce dernier point, la réflexion et les propositions, aussi bien en France qu'en Europe, ne sont pas encore aussi élaborées que nous le souhaiterions. Par contre, la recherche concernant une politique crédible de désarmement et les propositions afférentes sont particulièrement avancées.

Comme les autres mouvements européens, nous pensons que toute politique de désarmement, cohérente, doit être faite d'étapes, que ces dernières soient indépendantes ou concertées. C'est la raison pour laquelle le CODENE associe le gel (s'appliquant bien entendu aussi à la France) de toute production, essai, déploiement de nouvelles armes nucléaires au retrait des armes étrangères implantées en Europe ou pointées sur elle et en premier lieu, des nouveaux missiles implantés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

Il ne s'agit pas de préserver le *statu quo*, c'est-à-dire d'accepter les anciennes armes existantes, mais bien de prendre des mesures réellement efficaces afin d'amorcer la désescalade et de pouvoir inciter au démantèlement des anciennes armes. C'est pourquoi nous disons non à la modernisa-

96

tion de la force de frappe pour arriver à terme à son démantèlement.

Le gel et le retrait doivent avoir pour nous la même priorité car la relance de la course aux armements (qu'il s'agisse d'essais nucléaires ou de nouvelles installations) représente un danger global. Par ailleurs, la mise en oeuvre de telles mesures ne nécessite pas d'interminables négociations car elles sont immédiatement vérifiables par les moyens techniques existants (satellites, radars, surveillance des séismes provoqués ou non, etc.). Il s'agit bien de volonté politique et c'est la tâche des mouvements de paix d'exiger que les gouvernements manifestent cette volonté politique en prenant ce type de mesures.

Le CODENE va donc, dans les mois qui viennent, lancer une « enquête-référendum » auprès de la population française. Cette enquête s'appuiera sur un nombre limité de questions permettant d'obtenir des sources suffisamment vastes quant à l'attitude des Français face à la modernisation de l'armement et plus généralement face à la dissuasion nucléaire française. Il s'agira ensuite d'utiliser les résultats de cette enquête pour interpeller, sur la base des propositions de gel et de retrait, les députés, le gouvernement, l'armée, etc. Bien entendu, des initiatives de rue ponctueront le déroulement de cette enquête nationale reprise dans cha-

que groupe local.

Le but est donc simple : s'appuyer sur une sensibilisation et une information de l'opinion publique pour faire pression sur la politique gouvernementale française.

Il se passe donc des choses en France... et l'avenir n'est pas si sombre. Les militants du CODENE ne manquent ni d'enthousiasme, ni de persévérance, ni de « culot » !

Mais notre lutte ne peut s'effectuer sans nos alliés européens et d'outre-Atlantique. Chaque mouvement de paix, si fort soit-il nationalement, constitue un élément du puzzle. Cet élément est indispensable pour les autres, mais il ne peut avoir de sens qu'avec les autres. C'est pourquoi en « balayant devant notre porte », difficilement parfois mais résolument, nous pensons apporter notre contribution à ce grand mouvement social qui a révolutionné les mentalités européennes et qui a contribué à donner naissance au CODENE.

31 août 1984
Sylvie Mantrant